

# Formation des adultes et contradictions sociales

## Adult Education and Social Contradictions

### La formación de los adultos y contradiciones sociales

Paul G. BÉLANGER, Pierre PÂQUET et Jocelyne VALOIS

Volume 5, numéro 1, mai 1973

Les systèmes d'enseignement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001040ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001040ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

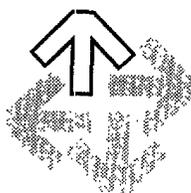
BÉLANGER, P. G., PÂQUET, P. & VALOIS, J. (1973). Formation des adultes et contradictions sociales. *Sociologie et sociétés*, 5(1), 59–90.  
<https://doi.org/10.7202/001040ar>

Résumé de l'article

L'équipe de recherche de l'ICEA présente ici un cadre d'analyse en vue de saisir la dynamique et de préciser le sens des interventions de type F. P. A. C'est son effet de renforcement de la structuration actuelle des rapports sociaux qui, selon l'hypothèse proposée, caractérise la F. P. A. et lui confère sa signification sociale ; et cela s'opérationnalise par une action différenciée de cette même intervention selon les catégories de clientèle (classe ouvrière et classes intermédiaires). Les cas a-typiques, c'est-à-dire les cas de mobilité sociale (interclasse), viendront confirmer l'hypothèse générale en ce qu'ils se recruteront dans des sous-catégories déterminées (skidder et marginaux) et en ce qu'ils seront appelés à s'acculturer pour jouer un rôle de " relais " nécessaire au maintien des rapports sociaux tels qu'actuellement structurés. Cette structuration n'étant jamais donnée une fois pour toutes, on cherchera à vérifier si les contradictions inhérentes à la F. P. A., se reproduisant, suscitent l'émergence soit d'une simple résistance à l'orientation aux valeurs sous-jacentes à l'intervention, soit d'une mobilisation des travailleurs autour d'un projet critique de formation. Les auteurs démontrent enfin comment ils entendent appliquer ce schéma d'analyse dans une enquête en voie de réalisation auprès d'une clientèle ayant suivi des cours de F. P. A. à plein temps dans la région de Montréal en 1969-1970 et provenant des quatre familles suivantes de métiers : commerce, services, construction, mécanique.

---

# Formation des adultes et contradictions sociales



PAUL G. BÉLANGER, PIERRE PÂQUET et JOCELYNE VALOIS \*

---

## INTRODUCTION

Traditionnellement, on a fait appel aux politiques économiques (fiscales, monétaires, d'investissement, de production) pour faire face à la conjoncture et atteindre un objectif de stabilisation en période contrecyclique. Toutefois les solutions fournies par ces politiques et consistant soit à stimuler, soit à restreindre la croissance économique, n'arrivèrent pas à résoudre le problème du nouveau chômage, le chômage structurel, dû à la hausse de la productivité, à la modernisation des entreprises, à leurs migrations en dehors des centres urbains... Voilà autant de facteurs structurels qui, outre l'état de la conjoncture, affectent la situation de l'emploi sur le marché du travail dans les pays industrialisés.

C'est face à cette situation que se développèrent des politiques de main-d'œuvre « autonomes <sup>1</sup> » par rapport aux politiques économiques. Selon William R. Monat <sup>2</sup>, c'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que des politiques explicites de main-d'œuvre ont été mises de l'avant dans les pays industrialisés. La Suède, par

---

\* Équipe de recherche de l'Institut canadien d'éducation des adultes, avec la collaboration de Jean Primeau.

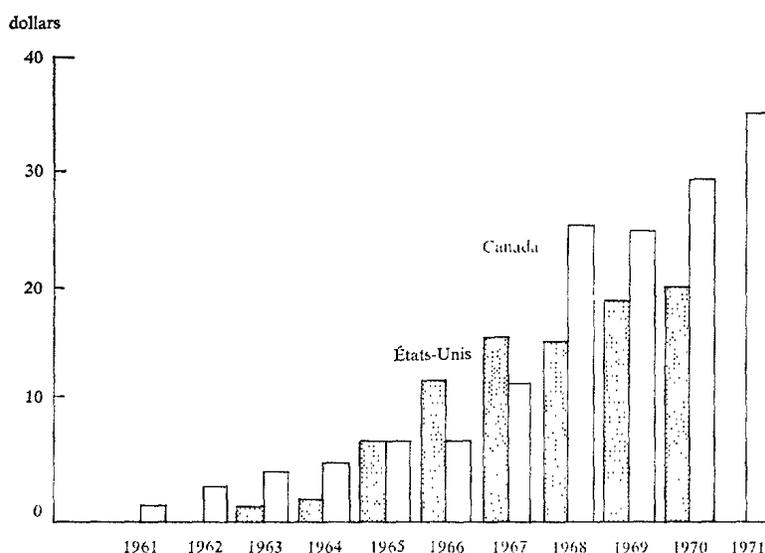
1. Nous verrons plus loin au cours de cet article en quoi consiste cette « autonomie ».

2. William R. Monat, « The Once and Future Revolution : Manpower Policy in the United States », *Public Administration Review*, vol. 30, n° 1, janvier-février 1970, p. 69-78.

exemple, dès 1964, investissait dans ces politiques 1,5 % de son P. N. B., dont 25 % pour la formation des adultes.

Si l'on compare maintenant les États-Unis et le Canada au niveau des dépenses de fonctionnement payées par les deux gouvernements pour la formation de leur population active, on obtient les chiffres suivants (tableau 1).

TABLEAU 1  
*Dépenses de fonctionnement payées par le gouvernement fédéral  
pour la formation par tête de population active  
Canada et États-Unis, années financières \**



\* Années financières se terminant le 31 mars, pour le Canada, et le 30 juin, pour les États-Unis.

SOURCE : C. E.C., *l'Etat et la prise de décision : huitième exposé annuel*, Ottawa, septembre 1971, p. 119.

On voit que proportionnellement le Canada a investi une partie largement supérieure de ses ressources pour la formation de sa main-d'œuvre. Notons toutefois que chacun des pays a suivi des voies différentes quant à la façon de faire fonctionner ces programmes, le Canada utilisant quasi exclusivement la formation dans les institutions scolaires<sup>3</sup> et les États-Unis empruntant en grande partie la voie de la formation en industrie. En outre, la formation des adultes au Canada comporte une proportion considérable de cours de rattrapage en formation générale, sans rapport direct avec une formation professionnelle (F.P.A.).

3. Les proportions que fournit le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour 1969-1970 sont les suivantes pour le Québec : le nombre total de clients autorisés au Québec est de 135 657 dont 131 545 dans les établissements publics, 52 dans les écoles privées et 4 060 en industrie. Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, *Rapport annuel 1969-1970*, Ottawa, 1971, p. 17.

Or malgré la mise en œuvre de ces nouvelles politiques, le Canada a continué à faire face à de sérieuses contradictions sur le plan économique. Ainsi au cours des années 1960, alors que l'on manquait de main-d'œuvre qualifiée (professionnels, paraprofessionnels, travailleurs spécialisés), alors que les salaires, les profits et la productivité atteignaient des sommets inégalés, les taux de chômage demeuraient élevés.

C'est donc ce fait social nouveau de l'utilisation de politiques de main-d'œuvre « autonomes » et plus spécifiquement de la formation professionnelle des adultes, que nous voulons aborder ici à l'aide d'un cadre d'analyse relevant d'une sociologie des rapports sociaux. Il s'agira pour nous de préciser la signification sociale de ce type d'intervention en fonction de la structuration présente des rapports sociaux.

Il nous semble que l'analyse de la formation professionnelle des adultes, étant donné le cycle relativement court de ce type d'intervention, permettra de déceler la reproduction des contradictions inhérentes à cette institution. Contrairement au système d'enseignement régulier qui se présente comme un enchaînement continu de paliers (primaire, secondaire, supérieur) s'adressant à l'ensemble d'une catégorie d'âge, peu importe l'appartenance sociale, la formation professionnelle s'adresse avant tout à une partie de la classe ouvrière momentanément en retrait du marché du travail.

Les rapports entre politiques économiques, déterminant la nature de la demande, et politiques de main-d'œuvre portant sur l'offre (les travailleurs) feront donc partie de l'analyse en profondeur des interventions de type F. P. A. Car « l'autonomie » des politiques de main-d'œuvre est, en conséquence, relative, et la formation professionnelle des adultes constitue pour nous un cas privilégié pour étudier l'articulation entre les institutions visant respectivement l'offre et la demande sur le marché du travail.

Cette question de la relation entre politiques économiques et politiques de main-d'œuvre fut d'ailleurs un des biais par lequel nous avons été amenés à transformer notre problématique initiale de recherche pour produire une analyse en termes de sociologie des rapports sociaux. Dans le texte qui suivra nous exposerons et l'évolution de notre problématique théorique (I<sup>e</sup> partie), et le cadre d'analyse à partir duquel nous étudierons cette institution qu'est la formation professionnelle des adultes (II<sup>e</sup> partie). Puis nous préciserons le corps des hypothèses que nous voulons appliquer dans le cadre de la recherche en cours sur la formation professionnelle des adultes dans la région de Montréal<sup>4</sup>.

## I. ÉVOLUTION DE NOTRE PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Le cadre d'analyse que nous avons élaboré au départ s'est fortement modifié au fur et à mesure que s'approfondissait notre connaissance du terrain et qu'était

---

4. Cette recherche porte sur 367 anciens stagiaires à plein temps de la F. P. A. (année fiscale 1969-1970) ayant reçu une formation dans un des secteurs de cours suivants : construction, mécanique, services, commerce ; nous n'avons couvert que la région de Montréal. Sont exclus de cette recherche les stagiaires ayant reçu une formation générale (en vertu de la loi sur la F. P. A.) ainsi que les femmes ayant suivi la formation professionnelle dans les secteurs que nous analysons.

dépouillée et analysée plus en profondeur la littérature sociologique dans le domaine.

#### A. LE PREMIER SCHÉMA D'ANALYSE

Initialement nous avons attribué à la F. P. A. les deux grandes fonctions que T. Parsons retient pour l'institution scolaire<sup>5</sup> : la socialisation et l'allocation des ressources humaines. Ces fonctions d'intériorisation des valeurs, normes et prérequis de rôles, et de répartition des acteurs dans la structure sociale constituaient, nous l'hypothétisons, la caractéristique première de la formation professionnelle des adultes comme fait social.

Ce mode d'analyse du fonctionnement d'une institution comportait une des caractéristiques positives du structuro-fonctionnalisme, celle de poursuivre la recherche au niveau du comment, et ce, jusque sur le plan microsociologique. Ainsi pouvions-nous prolonger notre étude au-delà d'une explication systématique de la F. P. A. pour déceler dans sa pratique les mécanismes rendant compte de sa fonction effective. Cela nous était essentiel, vu notre perspective de recherche-action. Nous entendions par là aider les groupes engagés dans le dossier F. P. A. à renouveler leur définition de la situation et à dégager des solutions en cohérence avec leurs intérêts.

Cependant, nous avons dû très vite modifier nos catégories d'analyse. La différenciation d'une clientèle pourtant presque entièrement ouvrière s'imposait pour mesurer le « rendement différencié » selon les catégories de clientèle : chômeurs plus ou moins chroniques, manœuvres et ouvriers non spécialisés<sup>6</sup>, ouvriers semi-spécialisés et spécialisés.

Le concept parsonnien de socialisation nous apparaissait aussi limité en ce qu'il ne considérait qu'à titre résiduel des phénomènes pourtant présents dans notre aire de recherche comme ceux d'« alternative culturelle », de « déviance », de mobilisation collective<sup>7</sup>. À l'acculturation et à la socialisation adaptative — les deux seuls types de changement culturel cohérents dans la perspective structuro-fonctionnaliste — nous avons dû ajouter la socialisation critique<sup>8</sup> et la « dé » et « re » socialisation, c'est-à-dire des effets de remise en question partielle ou globale de l'ordre social normatif. L'introduction dans notre grille d'analyse de ces cas prévisibles de changement sociétal s'imposait pour ne pas exclure l'intériorisation toujours possible d'orientations à la marge de la légitimité. Aussi hypothétisons-nous déjà l'émergence de conflits portant sur les normes et surtout sur les modèles

5. T. Parsons, « The School Class as a Social System : Some of its Functions in American Society », *Harvard Educational Review*, vol. XXIX, automne 1959, p. 297-318.

6. G. Myrdal, « Challenge to Affluence — The Emergence of Under-Class », in : C. S. Heller, *Structured Social Inequality*, Londres, Collier, McMillan Ltd., 1969, p. 138-143.

7. W. Buckley, *Sociology in Modern Systems Theory*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall Inc., 1967, 227 p. Pour cet auteur, on peut tout aussi bien concevoir ces phénomènes comme des éléments d'un système social, éléments en relation déterminée avec les autres. Cependant cela exigerait qu'une structure sociale donnée, n'étant qu'un aménagement relationnel momentané entre les parties, ne soit pas identifiée au système social lui-même, mais soit prise comme point de référence pour étudier le changement.

8. Ce concept est déjà implicite chez Karl Mannheim et W. A. C. Stewart, *An Introduction to the Sociology of Education*, Londres, Routledge and Kegan Paul Ltd., 1962, p. 10-25, 110-112.

institutionnalisés d'orientations aux valeurs. Nous hypothétisons en outre que la F. P. A., bien qu'ayant dans son ensemble un effet de refroidissement (*cooling-out*<sup>9</sup>) des aspirations, pouvait, en devenant plus « transparente », être l'occasion d'une mobilisation (*warming up*).

Le concept d'allocation fut plus simplement traduit, dans cette première étape, à partir des différents types de mobilité horizontale établis par H. S. Parnes<sup>10</sup>, de même que par le concept de mobilité sociale (verticale) signifiant ici le passage d'une classe sociale à une autre (catégorie alors définie en termes de statut socio-économique).

Enfin nous avons dégagé certains paramètres de l'organisation de formation (ex. : type d'institution, niveau de cours, structures individuelles ou collectives d'envoi, etc.) dans le but de définir les conditions d'optimisation des effets de socialisation et d'allocation.

Ce premier cadre d'analyse liait donc l'organisation de la F. P. A. à la réussite académique (certification), à la mobilité professionnelle et à la socialisation subséquente, et étudiait cette relation par rapport aux catégories de clientèle et aux modes d'organisation de la formation.

Cette recherche ne se voulait pas une analyse générale de la mobilité à partir d'un vaste échantillon au hasard permettant d'étudier l'influence relative de la F. P. A. par rapport aux autres facteurs de mobilité. Il s'agissait plutôt d'une enquête expérimentale basée sur un échantillon rendu le plus homogène possible, visant à diagnostiquer la fonction différenciée d'allocation et de socialisation de la F. P. A. selon les catégories sociales retenues, et à déceler les corrélations significatives entre les effets de l'intervention et les différents éléments de sa mécanique.

## B. TROIS SÉRIES D'INFLUENCE ULTÉRIEURE

Ce premier schéma d'analyse s'avéra incohérent à plusieurs égards et impuissant à révéler les dimensions plus globales de notre objet de recherche. Pour être plus concis nous réduirons à trois groupes les auteurs qui nous ont permis de poursuivre notre développement théorique : l'équipe européenne du sociologue P. Bourdieu en éducation, certains analystes de la guerre à la pauvreté des années 1960 aux États-Unis et le courant critique d'anthropologie culturelle. Notre propos sera moins de synthétiser les approches que de dégager les concepts ou éléments théoriques que nous y avons puisés.

### 1. Bourdieu et la sociologie de l'éducation

On connaît déjà la théorie de Bourdieu<sup>11</sup> sur l'action pédagogique en tant que violence symbolique c'est-à-dire en tant qu'imposition à titre « légitime », de modèles culturels arbitraires par des groupes dominants.

9. Burton Clark, « The Cooling-out Function in Higher Education », *American Journal of Sociology*, vol. 65, 1960, p. 569-576.

10. H. S. Parnes, *Research on Labor Mobility*, New York, Social Science Research Council, 1954, 205 p.

11. P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *les Héritiers*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964 ; P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *la Reproduction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970.

Cependant, facilités en cela par l'essai d'application de cette théorie générale à un cas de formation professionnelle <sup>12</sup> nous avons d'abord retenu l'hypothèse de la « cohérence » de toute institution de formation avec les intérêts particuliers de l'un ou l'autre des groupes constitutifs d'une formation sociale et donc l'enjeu conséquent pour le contrôle et l'utilisation de ces institutions.

La fonction de reproduction des rapports sociaux constitua un autre élément majeur que nous avons dû toutefois redéfinir. Car l'éducation formelle des adultes, sous-système du système scolaire, tend, selon notre hypothèse, à maintenir ces structures d'inégalité en ce qu'elle ne constitue un facteur de promotion que pour ceux qui déjà sont fortement scolarisés <sup>13</sup>.

En outre cette éducation des adultes comporte une caractéristique qui rend manifestes certaines limites du schéma de P. Bourdieu. En effet, dans ce sous-système éducatif, le cycle complet de la formation <sup>14</sup> est beaucoup plus court. Aussi la non-fonctionnalité d'une intervention pour telle catégorie sociale de clientèle transparaît plus rapidement. Et de telles contradictions se reproduisant, elles deviennent de plus en plus manifestes et accélèrent d'autant le processus de « délégitimation » de l'intervention. La F. P. A., en de tel cas, au lieu de demeurer un mécanisme de refroidissement des aspirations, devient une instance de mobilisation. Ce problème importe d'autant plus que chez Bourdieu, contrairement à la théorie marxiste dont il tire le concept, la fonction de reproduction est essentiellement statique : l'action pédagogique contribue, en maintenant l'arbitraire culturel, à reproduire les rapports de force qui fondent son pouvoir d'imposition arbitraire. Ce schéma d'analyse des institutions scolaires est finalement aussi fermé sur lui-même et conduit au même postulat implicite de stabilité sociale que celui déjà noté de Talcott Parsons, sauf qu'il n'y a pas chez P. Bourdieu l'analyse micro-sociologique qui nous permettrait de dégager, par opposition, des éléments de stratégie de « contre-école » c'est-à-dire d'intervention cohérente avec les intérêts et orientations de la clientèle visée.

Un autre élément important chez P. Bourdieu, mais qu'on retrouve aussi chez Grignon, Darbel et Montlibert <sup>15</sup>, concerne l'interprétation des inégalités culturelles à partir d'une analyse des sous-groupes marginaux d'une catégorie sociale, sous-groupes qui, par certains relais d'acculturation, auraient un modèle de mobilité sociale différent de celui de leur catégorie.

12. Claude Grignon, *l'Ordre des choses*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1971.

13. De nombreuses enquêtes, depuis la recherche importante de J. Trenaman en 1958, ont confirmé ce point : l'éducation des adultes ne fait que maintenir l'allocation sélective des ressources de formation selon les catégories sociales. J. Trenaman, *Communication and Comprehension*, Londres, Longmans, 1967 ; J. W. C. Johnstone et R. J. Rivera, *Volunteers for Learning*, Chicago, Aldine Publishing Co., 1965 ; NIAE, « Adequacy of Provision », *Adult Education* (UK), vol. 42, n° 6, mars 1970 ; R. Boshier, « The Participants : A Clientele Analysis », *Australian Journal of Adult Education*, vol. X, n° 3, novembre 1970, p. 131-143 et vol. XI, n° 1, avril 1971, p. 20-45 ; M. Praderie, R. Salais et M. Passagez, « Une enquête sur la formation et la qualification des Français, 1964 », *Études et conjoncture*, vol. XXII, n° 2, février 1967, p. 3-111.

14. Formation — participation conséquente — effet de rétroaction sur l'organisation.

15. C. Grignon, *l'Ordre des choses*, p. 68-69 ; Christian de Montlibert, « Promotion et reclassement », *Revue française de sociologie*, vol. IX, numéro spécial, 1968, p. 208-217 ; A. Darbel, « Inégalités régionales ou inégalités sociales », *Revue française de sociologie*, vol. VIII, numéro spécial, 1967, p. 140-166.

## 2. *Les analystes de la guerre à la pauvreté*

La guerre à la pauvreté aux États-Unis initiée par J. F. Kennedy et développée sous l'administration Johnson, de 1961 à 1967, constitue sans doute une des tentatives les plus importantes de l'État américain pour faire face au problème du chômage et de la pauvreté. L'étude de cette expérience tant dans ses postulats sous-jacents que dans ses fonctions socio-politiques latentes fournit certains éléments clés d'un modèle d'analyse critique de l'intervention gouvernementale en fonction des cycles économiques.

Une partie plus spécifique de ces programmes, celle notée au chapitre II de la loi cadre de 1964 (Economic Opportunity Act), portait sur des projets d'action communautaire. C'est cette section de la lutte globale contre les inégalités qui a surtout été objet de critique. De l'avis de Moynihan<sup>16</sup> et de Marris et Rein<sup>17</sup> des stratégies de changement caractéristiques des *community action programs* ont été élaborées à partir d'un diagnostic « structuro-fonctionnaliste<sup>18</sup> » des inégalités, et elles furent plus précisément basées sur la théorie de la déviance telle qu'appliquée par Ohlin et Cloward au problème de la délinquance juvénile.

S'il y a délinquance ce n'est pas que les jeunes sont mal socialisés aux modèles institutionnalisés d'orientations aux valeurs ; leur comportement non conforme s'explique plutôt par l'absence d'« opportunités » de réaliser ces valeurs à l'intérieur des normes légitimes. La délinquance est interprétée comme un ajustement d'un groupe tentant d'accéder à des valeurs et à des buts valorisés par la société mais par des moyens non approuvés. Ce comportement « déviant » ne peut être corrigé que par une intervention au niveau même des « structures d'opportunité<sup>19</sup> ». Et il importe de fournir un accès légitime à des « valeurs acceptées » par le biais de mécanismes de promotion individuelle (programmes de formation et d'emploi) et d'action communautaire visant à débloquer des agences sociales trop bureaucratiques.

Ce diagnostic en termes de dysfonctions amena les responsables des programmes à élaborer des solutions qui devaient pouvoir s'effectuer à l'intérieur d'une perspective institutionnelle (rationalité des moyens). Or, l'application de ces postulats dans le cadre des programmes d'action communautaire fit plutôt surgir des problèmes de conflits d'intérêts et d'orientations aux valeurs, entre groupes sociaux

16. D. P. Moynihan, *Maximum Feasible Misunderstanding, Community Action in the War on Poverty*, New York, The Free Press, 1969.

17. P. Marris et M. Rein, *Dilemmas of Social Reform*, New York, Atherton Press, 1967 (cf. chap. II : « The Underlying Assumptions »).

18. Pour Merton et Nisbet (*The Contemporary Social Problems. An Introduction to the Sociology of Deviant Behavior and Social Disorganization*, New York, Harcourt, Brace & World, 1961) de même que pour Cloward et Ohlin (*Delinquency and Opportunity : A Theory of Delinquent Gang*, New York, Free Press, 1960), auteurs qui ont inspiré sur le plan théorique le projet de guerre à la pauvreté, le concept d'anomie est interprété à l'intérieur du thème de l'individu « isolé ». L'anomie ne se développe que lorsqu'il n'y a plus cohérence entre les buts socialement approuvés et les institutions sociales par lesquelles ces buts peuvent être réalisés. La déviance s'ensuit nécessairement, car les modèles normatifs perdent pour les groupes concernés leur légitimité et laissent place à des comportements définis comme pathologiques.

19. L'idée d'une resocialisation à de nouvelles valeurs comme le propose, nous le verrons plus loin, la théorie de la culture de la pauvreté est vaine, puisque ces groupes sont déjà socialisés aux modèles de réussite de la société.

(rationalité des fins). La perspective initiale visant à débloquent l'entrée dans la classe moyenne s'est peu à peu transformée en une définition conflictuelle de la situation. Le concept d'« apathie » fit place à celui de *powerlessness* et on en vint vite à interpréter ce sentiment de non-pouvoir en termes de conscience d'absence de pouvoir face à l'*establishment* municipal.

Cette évolution inattendue des programmes est confirmée tant par Moynihan que par Marris et Rein. Toutefois alors que le premier, se situant davantage dans le courant de la « culture de la pauvreté », ne voit dans cet aboutissement qu'un échec, les auteurs de *Dilemmas of Social Reform* soulignent plutôt la naïveté de ne pas avoir prévu au départ la dimension conflictuelle de toute action de modification de l'allocation des ressources entre groupes sociaux. G. A. Shipman<sup>20</sup> dans une excellente critique du livre de Moynihan poursuit dans le même sens que les conflits et les tensions tout comme le *backlash* qui provoqua les réajustements législatifs de 1967 au Congrès américain étaient autant d'éléments normaux d'un tel type d'intervention sociale.

On peut d'ailleurs retracer cette évolution des perspectives d'analyse dans les travaux de Richard Cloward qui, après avoir été un des principaux théoriciens des stratégies d'action face à la délinquance et indirectement des *community action programs*, produit en 1971 une analyse historique critique des politiques sociales américaines, y compris la guerre à la pauvreté des années 1960<sup>21</sup>. Il a alors intégré dans son analyse la dimension conflictuelle que dans l'action il avait été forcé de reconnaître. Cloward démontre que les politiques du New Deal dans les années 1930 et celles de la « guerre à la pauvreté » des années 1960 ne se sont développées qu'en réponse à la mobilisation politique subséquente à ces deux moments de crise économique. Il s'est agi alors de distribuer le plus rapidement possible le plus d'argent possible à autant de monde que possible... en vue de restaurer l'ordre. Cependant une fois la stabilité politique assurée, on assista à une restriction des mesures d'assistance sociale et de travaux publics. Ces deux auteurs proposent donc de substituer à l'idée reçue d'une libéralisation progressive des politiques étatiques en matière sociale, celle de modèles cycliques caractérisés par de longues périodes de restrictions de l'action gouvernementale (afin d'inciter au travail) et de courtes périodes d'expansion (pour maintenir, face au « désordre » en émergence, la légitimité même de l'ordre social).

La guerre à la pauvreté a donc constitué un véritable laboratoire d'expériences qui ont rendu manifestes deux points forts que durant la décennie précédente le sociologue C. Wright Mills tenta d'introduire dans la légitimité scientifique, à savoir la notion fondamentale de conflit d'intérêts entre les groupes sociaux et celle de l'impossible neutralité des théories sociales.

### 3. *Le courant critique en anthropologie culturelle*

Nous avons aussi retenu l'apport de certains anthropologues culturels qui ont critiqué la théorie de la « culture de la pauvreté ». Celle-ci, avancée par plusieurs

20. G. A. Shipman, « Maximum Feasible Misunderstanding : A Review Article », *Journal of Human Resources*, vol. II, n° 1, hiver 1970, p. 7-11.

21. Cf. F. F. Piven et R. A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*, New York, Random House, 1971.

analystes de la société américaine durant la dernière décennie <sup>22</sup> donne une explication des structures d'inégalité sociale en termes d'inadéquation de la socialisation des « groupes défavorisés ». Il s'agit en fait moins d'une description de la culture des milieux de pauvreté que du postulat d'une « pauvreté culturelle » ; on démontre les conséquences dysfonctionnelles d'une non-acculturation à une culture institutionnalisée supposément « unitaire ». La pauvreté s'explique par les orientations « pathologiques » des milieux concernés (désorganisation de la famille nucléaire et de la communauté immédiate). Et cette analyse débouche sur des propositions de changement de cette « sous-culture malsaine » des milieux défavorisés. Or, K. Clark <sup>23</sup> l'a bien montré, cette perspective se base sur des informations statistiques qui révèlent beaucoup plus l'absence, en ces milieux, de traits caractéristiques de la « classe moyenne », que par des éléments culturels propres à ces communautés.

Avec les auteurs du courant critique en anthropologie culturelle on passe donc d'une explication en termes de « déviance » à la reconnaissance du pluralisme culturel. Si l'on situe en effet l'analyse de la sous-culture de la couche inférieure de la classe ouvrière dans son contexte et selon sa logique propre, elle révélera des formes d'organisation et des modèles particuliers d'orientation aux valeurs. Ce qui, selon la théorie de la culture de pauvreté apparaissait comme « problème » peut bien devenir, dans la présente perspective, des solutions <sup>24</sup>. Ainsi en est-il de l'apathie qui, malgré l'interprétation dominante de ce type de comportements, doit être analysée en termes d'adaptation normative à une condition de classe.

Combessie <sup>25</sup> montre bien les difficultés d'une analyse de la comparabilité des valeurs de différentes classes sociales, où, au lieu de repérer les relations unissant entre eux les comportements de chaque classe sociale, on qualifie uniquement les orientations caractéristiques de la classe supérieure pour en noter ensuite l'absence dans les classes inférieures. Plutôt que de mettre les valeurs en relation avec les conditions d'existence, on les substantifie. Aussi, en contradiction avec une telle perspective on n'est pas surpris de trouver des propositions de revitalisation culturelle. Ne sont plus considérés comme résiduels les cas de changements sociaux en termes culturels c'est-à-dire le passage d'une intériorisation des modèles institutionnalisés d'aspiration sociale et occupationnelle à une revitalisation ou en

22. L. D. Crow, W. I. Murray et H. H. Smythe, *Educating the Culturally Disadvantaged Child*, New York, 1966, p. 59 ; E. F. Frazier, *The Negro Family in the United States*, Chicago, The University of Chicago Press, 1966 ; N. Stager et D. P. Moynihan, *Beyond the Melting Pot : The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians and Irish of New York City*, Cambridge, MIT Press, 1963 ; W. B. Miller, « Lower Class Culture as a Generating Milieu of Gang Delinquency », *Journal of Social Issues*, vol. 14, 1965, p. 115-119 ; D. P. Moynihan, *The Negro Family : The Case for National Action*, Washington, Department of Labour, 1965 ; O. Lewis, *la Vida. A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty — San Juan and New York*, New York, Random House, 1966, p. 95-98.

23. K. B. Clark, *Dark Ghetto, Dilemmas of Social Power*, New York, Harper, 1968, p. 15 et p. 125 ; cf. Haryou, *Youth in the Ghetto : A Study of the Consequences of the Powerlessness and a Benefit for Charge*, New York, Harlem Youth Opportunities Inc., 1964, p. 313.

24. E. B. Leacock, *Teaching and Learning in City Schools*, New York, Basic Books Inc., 1968, p. 86-87.

25. J. C. Combessie, « Education et valeurs de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 10, n° 1, janvier-mars 1969, p. 12-36.

d'autres termes, de l'apathie à la conscientisation. Cependant, de noter Valentine <sup>26</sup>, ces changements culturels vont nécessiter simultanément une redistribution plus égalitaire des ressources économiques, sociales et politiques.

Au-delà de ce constat d'éléments sous-culturels propres et des conditions nécessaires à leur développement, certains auteurs comme Eleanor B. Leacock proposent que ces institutions, acculturées aux orientations « classe moyenne », soient réanalysées comme exerçant une fonction différente selon les catégories sociales, contribuant ainsi à maintenir la structure présente des rapports sociaux <sup>27</sup>.

Cette critique de la culture de la pauvreté conduit à une réinterprétation des relations « culture-structure » en termes de rapports et de modèles différents d'orientation de classe, et surtout en termes de détermination réciproque : les orientations d'une classe exigent d'être analysées dans leurs rapports non seulement avec les modèles culturels des autres classes mais avec les éléments constitutifs de cette même classe aux autres paliers.

Le concept de socialisation critique, noté plus haut, trouve ici sa signification fondamentale face aux modèles normatifs institutionnalisés. Pour la classe ouvrière les structures d'inégalités socio-économiques se traduisent au palier culturel non plus en termes d'opacisation et d'aliénation, mais de rapport direct de conscientisation et de mobilisation : les interventions de *warming up* se substituent aux interventions de *cooling-out*. En termes tourainiens nous pourrions dire que ce courant anthropologique permet de rendre compte de la dialectique de l'action sociale institutionnalisée et de l'action sociale constituante, et donc, de la dynamique des rapports entre les groupes sociaux où le palier culturel comporte non seulement des éléments institutionnalisés (produit d'une structuration passée) mais aussi une certaine immédiateté et créativité.

Ainsi la conception de Leacock du système scolaire est marquée par un jeu continu entre la structure institutionnalisée et les acteurs porteurs d'un projet de changement. L'arrangement institutionnel n'est toujours qu'une image arrêtée arbitrairement à un moment donné dans un processus de développement historique. Il faut donc concevoir les institutions de socialisation comme des mécanismes qui réalisent et maintiennent leur relation fonctionnelle à une structure sociale en élaborant et renforçant les habitudes et les aptitudes des acteurs sociaux. Cependant, une modification de ces rapports par le développement des conflits peut apporter des changements tant structurels que fonctionnels. L'école n'exerce pas la même fonction selon les catégories sociales, et son orientation dominante vers l'intégration doit toujours être mise en question par des groupes porteurs de visées plus cohérentes avec leur position sociale.

26. C. H. Valentine, *Culture and Poverty, Critique and Counter-Proposals*, Chicago, The University of Chicago Press, 1969, p. 154-173.

27. Cette action différenciée de l'école vis-à-vis des enfants de classe moyenne et des fils d'ouvriers avait déjà été analysée aux États-Unis : *Children Received at School* ; A. B. Hollingshead, *Elmtown's Youth (Part III)*, New York, John Wiley, 1949 ; P. Sexton fait la synthèse de travaux récents en ce sens : *The American School, A Sociological Approach*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, 1967, p. 54-55 et *Education and Income*, New York, Viking Press, 1961.

Notons enfin que non seulement ce type d'analyse cherche à déceler l'orientation explicite de l'action sociale eu égard au renforcement ou à la modification de la structuration des rapports sociaux, mais qu'il tend aussi à décrire par quel type de mécanismes l'institution exerce ces fonctions dans le sens des visées de la structuration des rapports sociaux, mais qu'il tend aussi à décrire par quel tel ou tel groupe social. E. Leacock ainsi n'arrête pas son analyse à la détermination de la fonction primaire de l'école définie en termes de préparation des jeunes à accepter la société actuelle telle qu'elle est et à occuper la position que leur prescrit leur milieu d'origine respectif. Elle poursuit son étude en « démontant » les mécanismes porteurs de cette orientation. Ainsi peut-elle dans une problématique de recherche-action dégager en creux des éléments opérationnels d'un projet de contre-école, c'est-à-dire d'une organisation de formation cohérente avec les intérêts des milieux noirs des centres-villes nord-américains.

\* \* \*

Ces trois séries de travaux nous amenèrent donc à modifier le schéma initial. En effet l'analyse des fonctions de socialisation et d'allocation, même redéfinies, n'épuise pas toute la signification sociale de la F. P. A., à savoir :

L'enjeu pour le contrôle de ce nouveau mécanisme, afin de renforcer ou modifier la structuration des rapports entre les classes sociales ;

La relation réciproque entre les paliers économique, politique et idéologique, et l'« efficace » de ces deux derniers en raison de leur autonomie relative ;

L'orientation implicite aux valeurs des mécanismes mêmes constitutifs de l'intervention et donc la signification en termes de rapports sociaux de ces éléments microsociologiques.

Cependant, ces critiques tant de la guerre à la pauvreté que de la théorie de la culture de pauvreté n'offrent pas de réponse théorique générale. Aussi, dans la ligne amorcée par Bourdieu, c'est dans le courant de la sociologie des rapports sociaux que nous situerons notre effort d'élaboration d'un cadre général d'analyse en éducation.

## II. CADRE D'ANALYSE

### A. LES POINTS COMMUNS AUX ANALYSES EN TERMES DE RAPPORTS SOCIAUX

Si nous tentons de voir ce qui caractérise les analyses en termes de rapports sociaux par opposition à l'approche structuro-fonctionnaliste, nous pouvons avancer les points suivants :

1. Sont des analyses en termes de rapports sociaux celles qui lient, directement ou indirectement, le système culturel et l'organisation sociale à des rapports sociaux historiques.

2. La sociologie des rapports sociaux se distingue de l'approche structuro-fonctionnaliste en ce que cette dernière place le concept d'institution au point de départ d'une problématique théorique mettant les valeurs et les attitudes com-

munes des agents sociaux au premier plan ; tandis que pour la première « les institutions sont des mécanismes oppressifs et porteurs d'une fausse rationalité, naturellement voués à être remis en cause, et non pas seulement corrigés et adaptés, lorsque se détruisent les équilibres relatifs établis dans le cadre des rapports de classes <sup>28</sup> ». C'est-à-dire que pour la sociologie des rapports sociaux, l'institution n'est pas appréhendée sous le seul aspect de l'intégration, faisant appel à des valeurs et attitudes communes en vue d'assurer l'unité sociale. Elle sera plutôt analysée en tant qu'enjeu et lieu de mobilisation possible où peuvent se définir une idéologie autonome et une stratégie politique.

3. Le structuro-fonctionnalisme part des valeurs ultimes de la société rationnelle et explique les changements et les crises que subissent les institutions par la non-conformité à ces valeurs. Le recours à celles-ci, par opposition, éliminera les noyaux, les blocages irrationnels. À l'inverse, la seconde approche part « des rapports sociaux historiques » pour analyser comme produit de cette structuration le système culturel, et les institutions dans lesquelles il se concrétise.

4. En conséquence, alors que l'approche structuro-fonctionnaliste décrit les changements et les crises en termes de déséquilibre, de distorsions, de dysfonctions du système institutionnel ou de mouvements d'autorégulation sociale, l'analyse en termes de rapports sociaux abordera changements et transformations en termes de conflits et de crises, au sein d'institutions qui sont le reflet des rapports de domination-subordination entre groupes sociaux aux intérêts divergents et opposés.

## B. APPROCHE THÉORIQUE GÉNÉRALE : NOS POINTS DE RÉFÉRENCE

Avant de présenter spécifiquement l'approche théorique que nous utilisons dans notre recherche, il importe de préciser les choix que nous sommes amenés à faire au sein de différents courants de la sociologie des rapports sociaux, soit le courant radical américain <sup>29</sup>, les analyses de certains auteurs européens s'appuyant sur une théorie non marxiste des rapports sociaux et les néo-marxistes.

### 1. *Le courant radical américain*

Il s'agit, dans le courant américain, d'auteurs qui sans se référer explicitement à la sociologie des rapports sociaux introduisent la notion de conflit dans leur analyse. E. Leacock, G.L. Boggs... <sup>30</sup> ont fourni une critique du système scolaire comme mécanisme de perpétuation des intérêts des groupes dominants et donc de renforcement de la structure des rapports sociaux. Et cette analyse a été poussée au niveau microsociologique, c'est-à-dire de l'institution scolaire, de son organisation, de sa pédagogie et de ses fonctions. Ces auteurs ont tenté d'élargir l'analyse sur le plan idéologique pour saisir les éléments moteurs au niveau du système culturel

28. Nicole Abboud, « Les analyses en termes de rapports sociaux », *Sociologie du travail*, vol. 11, n° 3, juillet-septembre 1969, p. 308.

29. Pour fin de clarification, soulignons que les analystes de la guerre à la pauvreté et le courant critique en anthropologie culturelle seront regroupés sous l'appellation « courant radical américain ».

30. Eleanor B. Leacock, *Teaching and Learning in City Schools*, New York, Basic Books Inc., 1969 ; Grace Lee Boggs, « Education the Great Obsession », *Monthly Review*, vol. 22, n° 4, septembre 1970, p. 18-39.

et des pratiques des groupes dominés. Cette analyse de la dynamique des rapports sociaux permet de comprendre les transformations, par exemple, qu'a subies le système scolaire ainsi que l'interrelation entre le système culturel et la structure sociale<sup>31</sup>. Mais ces auteurs ne se référant pas à une théorie générale explicite, c'est uniquement au niveau de l'analyse microsociologique que nous serons amenés à puiser chez eux.

## 2. *Analystes européens s'appuyant sur une théorie non marxiste des rapports sociaux*

Nous considérons ici le courant rattaché à P. Bourdieu ainsi que la théorie actionnaliste développée par A. Touraine et son équipe. Il s'agit de sociologues qui, bien que utilisant certains concepts d'origine marxiste et une méthode d'analyse dialectique, s'appuient sur des cadres de référence non marxistes. P. Bourdieu et son école ont en effet produit un certain nombre d'ouvrages qui, portant sur le système scolaire et les rapports institutions-société, constituent un point de référence intéressant pour étayer notre cadre d'analyse d'une institution comme la F. P. A. Cependant, sur le plan théorique, l'approche de Bourdieu fait problème et limite la pertinence d'un tel apport : dans la mesure où la dynamique des rapports sociaux n'est pas clairement établie, le système scolaire (l'université) devenant un univers clos.

Quant à la théorie actionnaliste, de l'aveu même de A. Touraine<sup>32</sup>, elle ne doit pas être considérée comme une problématique générale des rapports sociaux car elle se situe à un moment précis de l'analyse sociologique, celui qui étudie l'état du système d'acteurs historiques et des rapports de classes dans une société donnée. Aussi puiserons-nous surtout au niveau de certains concepts opératoires comme celui des « trois principes<sup>33</sup> » définissant le système d'orientation normative des groupes sociaux. Toutefois, à ce niveau de l'analyse concrète du système culturel, le courant radical américain demeure notre principale source de référence concernant la problématique des sous-cultures, de l'autonomie relative du palier idéologique (culturel) et de la détermination des rapports entre les groupes sociaux sur la transformation des institutions. Les anthropologues américains du courant radical ont en effet poussé l'analyse microsociologique des mécanismes de revitalisation culturelle<sup>34</sup> que nous pouvons traduire en termes de l'élaboration d'une idéologie autonome (faisant référence à un projet de société) et d'une stratégie politique propre aux groupes dominés.

## 3. *Le courant néo-marxiste*

À la différence des deux approches précédentes, l'avantage du courant néo-

31. Cf. Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*, New York, Random House, 1971.

32. Alain Touraine, *les Mouvements sociaux*, communication au 7<sup>e</sup> Congrès mondial de sociologie, Paris, EPHE, septembre 1970.

33. Les principes d'identité, d'opposition et de totalité.

34. Pour une synthèse de ce courant, cf. C. A. Valentine, *Culture and Poverty : Critique and Counter-Proposals*, Chicago, The University of Chicago Press, 1968.

marxiste <sup>35</sup> est de proposer une problématique théorique globale susceptible de guider une sociologie des rapports sociaux.

Ce courant remet en cause une conception exclusivement économiste caractérisant l'analyse marxiste orthodoxe, laquelle s'appuie sur une stricte détermination entre pratique sociale, rapports sociaux de production et institutions (superstructure).

Toutefois, on retrouve peu d'indications chez Poulantzas, Althusser, Vidal sur les éléments en termes politiques et idéologiques qui permettent de dégager la dynamique des rapports sociaux. Et si nous nous référons au courant néo-marxiste qui a l'avantage de présenter une théorie générale des rapports sociaux, répétons que c'est dans le courant radical américain que nous chercherons les outils pratiques d'analyse concrète de cette dynamique dans une institution donnée.

### C. NOTRE CADRE D'ANALYSE THÉORIQUE

Bien que nous demeurions en quête d'une plus grande cohérence entre les divers éléments que nous venons de relever, nous présenterons ici les grandes lignes d'un cadre théorique d'analyse minimum suffisant à cette étape de notre recherche.

#### 1. *Structure et paliers*

Poulantzas définit un mode de production comme « une combinaison spécifique de diverses structures et pratiques qui, dans leur combinaison, apparaissent comme autant d'instances ou niveaux <sup>36</sup> », ces instances sont les paliers économique, politique et idéologique.

La structure détermine des fonctions aux paliers politique, économique et idéologique, de même que ces derniers agissent sur la structure. Il s'agit d'un rapport dialectique où chaque palier possède son autonomie en même temps qu'il détermine et est déterminé par les autres paliers et la structure totale. C'est donc dire qu'il ne s'agit pas d'un déterminisme structurel strict, pas plus qu'on ne saura fonder sur un déterminisme économique exclusif la définition des groupes d'agents sociaux. Selon les fonctions assignées par la structure, chaque palier possède une efficacité qui lui est propre.

La structuration des rapports sociaux appelle la spécification des trois paliers dont à la fois l'autonomie relative et la détermination réciproque définissent la formation sociale. Les paliers sont donc le lieu de structuration et de reproduction des rapports sociaux. C'est à ce titre que leur analyse est antérieure, théoriquement, à celle des normes et des valeurs repérables chez les agents sociaux.

35. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *la Pensée*, n° 151, juin 1970 ; N. Poulantzas, « Les classes sociales », *l'Homme et la société*, nos 24-25, avril-septembre 1972 ; N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1970 ; D. Vidal, *Essai sur l'idéologie*, Paris, Anthropos, 1971 ; ces trois auteurs, quoique relevant d'un même courant, n'ont pas nécessairement une conception unanime de certains concepts comme l'idéologie...

36. N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, p. 10.

La signification sociale d'une institution comme la formation professionnelle des adultes réside donc moins dans un déterminisme strict de la structure sociale que dans la dynamique des rapports entre groupes sociaux aux intérêts divergents et opposés<sup>37</sup>. Cela ne nie pas pour autant la pertinence et l'importance de l'analyse structurelle. Et il s'agit en somme d'analyser un tout complexe où structure et rapports sociaux s'influencent.

Pour ce faire, nous cherchons et à préciser la signification sociale d'une institution (comme la F. P. A.), et à en examiner la « mécanique », c'est-à-dire le fonctionnement, de façon à dégager les liens entre les finalités et les moyens mis en œuvre pour atteindre celles-ci. On comprendra ainsi l'importance que revêtent, dans le cadre de notre recherche, tant le courant néo-marxiste que le courant radical américain. C'est que nous avons la prétention de resituer l'analyse microsociologique d'une institution dans un cadre d'analyse plus global.

## 2. *Autonomie du palier idéologique, appareils d'État et institutions*

Le rôle spécifique du palier idéologique est de refléter et de reproduire l'unité d'une formation sociale. Mais l'idéologie peut aussi dénoncer cette dernière et en briser la reproduction. Outre l'idéologie dominante, peuvent en effet se développer des idéologies autonomes (porteuses d'un projet de société) de groupes sociaux en situation de domination, et comportant des éléments moteurs de transformation sociale.

C'est à partir de la structuration des rapports sociaux qu'on peut rendre compte des idéologies existant dans une formation sociale, et dont les appareils idéologiques d'État sont le siège et l'enjeu. Les appareils idéologiques, s'ils sont prioritairement des lieux d'assujettissement, peuvent aussi devenir des lieux de conflit, entre autres parce que la résistance des groupes sociaux dominés peut s'exprimer soit à partir des contradictions internes à ces appareils, soit à partir des phénomènes de mobilisation qui s'y développent<sup>38</sup>. D'où l'importance des luttes au sein des appareils idéologiques comme la formation professionnelle des adultes.

On se trouve en effet depuis quelques années devant un fait social nouveau, la mise sur pied d'un nouvel appareil idéologique d'État, la formation professionnelle des adultes, de sorte que la qualification de la force de travail tend à être assurée de plus en plus en dehors de la production, par une institution spécifique<sup>39</sup>, la F. P. A., plutôt que « sur le tas ».

37. Car comme le disait N. Abboud : « nous jugeons supérieures aux analyses économiques pures, celles qui prêtent aux acteurs contrôlant les superstructures du capitalisme un rôle actif de renforcement du mécanisme de domination économique et de la légitimité de cette domination et donc admettant le rôle des luttes idéologiques et de la critique institutionnelle dans le développement de la dialectique historique, prêtant aux contestataires un pouvoir limité certes, mais dont l'exercice contribue à la maturation et à l'actualisation de la praxis historique réelle » (*Sociologie du travail*, vol. II, n° 3, juillet-septembre 1969, p. 321).

38. Certains phénomènes de revitalisation culturelle nous paraissent de cette nature.

39. Selon Althusser, les institutions représentent le « corps des appareils idéologiques d'État », et c'est dans cette nouvelle problématique qu'il faut situer les fonctions remplies par les appareils idéologiques et ainsi réintroduire deux concepts chers au structuro-fonctionnalisme : ceux d'institution et de fonction.

### 3. *Problématique des classes sociales*

a) *Classes et couches sociales*.— Situer le concept de classe sociale à l'intérieur d'une problématique de rapports sociaux telle que précédemment ébauchée exige de le définir précisément par le rapport (plus ou moins conflictuel selon le cas) qu'il implique. Il ne s'agit plus de niveaux de vie, de salaires, de conditions sociales, économiques, etc., mais de la place dans le rapport de domination-subordination dans un mode de production, qui entraîne ces dernières caractéristiques. En prenant comme point de départ la définition des classes sociales chez N. Poulantzas<sup>40</sup>, on peut dire que celles-ci sont des « groupes d'agents sociaux, des hommes définis principalement, mais non exclusivement, par leur place dans le procès de production, c'est-à-dire dans la sphère économique ». La place dans la sphère économique ne définit pas la classe sociale de façon exclusive, en ce sens que le politique et l'idéologique jouent aussi un rôle déterminant dans la définition des classes sociales<sup>41</sup>. C'est donc la position dans l'ensemble des rapports suscité par un mode de production donné qu'il faudra retenir dans la détermination des classes propres à une formation sociale particulière<sup>42</sup>.

Selon la conception classique du marxisme, seuls les travailleurs producteurs de plus-value et les travailleurs des transports, font partie de la « classe ouvrière ». Dans ce contexte, le prolétariat est constitué de la classe ouvrière et des classes de travailleurs des services, des commerces, etc., bref de l'ensemble des travailleurs qui n'ont aucun contrôle sur leur travail et encore moins sur celui des autres. Quant au sous-prolétariat, il désigne les « personnes qui n'ont jamais pu se fixer d'une manière stable (dans le processus de production), qui ne se sont jamais vraiment prolétarisées<sup>43</sup> ».

Il ne s'agit pas de minimiser l'importance des distinctions précédentes, qui prennent d'ailleurs une pertinence particulière pour l'analyse spécifique des conflits et des alliances de classes. Mais pour les fins de la présente recherche, et tout en restant dans la logique de notre problématique centrée sur les fondements des rapports sociaux, nous considérerons ici comme de la classe ouvrière au sens large l'ensemble des travailleurs n'ayant aucun contrôle sur leur force de travail. Et il deviendra alors nécessaire de distinguer des couches au sein de cette classe ouvrière, couches qu'il sera possible de définir à l'aide de critères qui, venant s'ajouter à celui de la domination économique, relèvent prioritairement des paliers idéologique et politique et, secondairement de caractéristiques socio-économiques<sup>44</sup>.

Ainsi, il nous sera possible de déterminer l'existence d'une *under-class* qui, à la différence du sous-prolétariat défini par le marxisme, constitue bien une

40. N. Poulantzas, « Les classes sociales », *l'Homme et la société*, nos 24-25, avril-septembre 1972, p. 23.

41. Cette dernière spécification prendra une importance majeure quand il s'agira d'établir des distinctions à l'intérieur même de la classe ouvrière.

42. Le critère de la position dans l'ensemble des rapports comprend implicitement la reproduction de ces derniers et la lutte dont cette reproduction est l'enjeu.

43. Paul Vercauteren, *les Sous-prolétaires*, Bruxelles, Les Éditions Vie ouvrière, 1970, p. 35.

44. Nous retiendrons ces caractéristiques à titre d'indices secondaires, car le statut socio-économique peut indiquer des positions différentes non seulement dans la domination économique, mais surtout aux niveaux politique et idéologique.

couche de la classe ouvrière en ce sens qu'il désigne une « population stagnante » constituée de « personnes qui se sont fixées dans le travail industriel (nous ajoutons : et de services ou de commerce), qui se sont prolétarisées, mais qui au bout d'un certain temps, en ont été repoussées <sup>45</sup> ». Il s'agit là des chômeurs plus ou moins chroniques, des manœuvres et des ouvriers non spécialisés qu'on peut généralement qualifier d'« armée de réserve » du processus économique <sup>46</sup>. Et le principal critère permettant de définir cette couche sociale est le fait que la domination économique est dans ce cas médiatisée par une domination idéologique (culturelle) particulièrement marquée. C'est, par exemple, à ce niveau d'analyse qu'il faut situer toute la littérature américaine visant à dégager des modes d'« inégalités culturelles » directement reliés à des « inégalités structurelles ».

Dans la même logique, les contremaîtres et les cadres dans les lieux de travail, constituent non pas une couche de la classe ouvrière, et encore moins une vaste « couche intermédiaire » dégagée de toute appartenance de classe, mais une classe spécifique ayant des intérêts particuliers. Leur position dans le processus de production implique un contrôle plus ou moins direct sur le travail des ouvriers, et leurs intérêts passent à travers ceux des possesseurs des moyens de production (la classe dominante). Précisément parce que leurs intérêts doivent se subordonner à ceux de la classe dominante pour être réalisés et que leur position implique une délégation de pouvoir, on doit ici parler de classe intermédiaire.

Malgré leur nature schématique et forcément incomplète, les définitions qui précèdent nous guideront maintenant, pour les fins de notre recherche, dans la répartition des agents sociaux selon les classes et les couches qui les regroupent.

La classe ouvrière sera divisée en deux couches : les chômeurs chroniques, les manœuvres et les ouvriers non spécialisés qui constituent l'« armée de réserve ». C'est au sujet de cette couche de la classe ouvrière qu'apparaîtront les hypothèses concernant la domination culturelle. Les ouvriers semi-spécialisés et les ouvriers spécialisés ; ils auront les caractéristiques d'un statut socio-économique plus élevé, d'un emploi plus stable... autant d'indices secondaires qui aideront à les identifier <sup>47</sup>.

Parmi les classes intermédiaires se retrouveront les deux grands groupes suivants : ceux exerçant des fonctions de contrôle et d'organisation ; cela comprend les cadres, contremaîtres, surveillants, les intellectuels et professionnels salariés ; ceux qui possèdent leurs propres moyens de travail sans exploiter (ou peu) la force de travail d'autrui, et qui ne sont pas des salariés : les professionnels, les petits commerçants, les petits artisans, les petits producteurs (agriculteurs, pêcheurs... <sup>48</sup>).

45. Paul Vercauteren, *les Sous-prolétaires*, p. 35.

46. Ajoutons qu'avec le développement du capitalisme monopolistique d'État, non seulement cette armée de réserve a tendance à grossir, mais elle risque d'être de moins en moins rattachée à l'intérieur du processus économique. Alors que Marx prévoyait une paupérisation des travailleurs productifs, c'est le rejet définitif du processus de production qui entraîne aujourd'hui cette paupérisation au sein de la classe ouvrière.

47. Vu l'importance de cette couche de la classe ouvrière en proportion du nombre total de stagiaires de la F. P. A., nous diviserons les ouvriers semi-spécialisés et spécialisés en 2 catégories d'analyse ; cela, croyons-nous, nous permettra de raffiner l'analyse.

48. Les données dont nous disposons à l'heure actuelle nous permettent d'affirmer que la majorité des stagiaires de la F. P. A. appartiennent à la classe ouvrière, c'est-à-dire soit à la couche des chômeurs chroniques, manœuvres et ouvriers non spécialisés, soit à la couche des ouvriers semi-spécialisés et des ouvriers spécialisés. Il pourra toutefois y en avoir un certain nombre appartenant à une des classes intermédiaires.

En plus de critères tenant à la position dans le processus économique, nous distinguerons deux caractéristiques qui favorisent la mobilité sociale (*i. e.* inter-classe) <sup>49</sup> des agents sociaux qui sont originaires, de par leur milieu familial, d'une des classes intermédiaires ; certains facteurs environnementaux caractérisant les « marginaux » qui, bien que appartenant encore à leur classe d'origine, se situent à la frontière entre deux classes.

b) *Reproduction des classes sociales.*— Une analyse en termes de rapports sociaux si elle soulève la question des classes sociales, implique par le fait même, celle de leur reproduction sous deux aspects à la fois distincts et complémentaires : la reproduction des places qu'occupent les agents dans la structure des rapports sociaux ; la reproduction-distribution des agents dans cette structure, ce deuxième aspect, étant subordonné à la reproduction des places elles-mêmes. Si le système scolaire, et notamment la formation professionnelle des adultes, ont un rôle à jouer dans la reproduction des places, celle-ci échappe largement à l'influence des appareils idéologiques <sup>50</sup> ; c'est-à-dire que la distribution des agents n'est pas une question de choix ou d'aspirations, mais de reproduction même de ces places.

Le second aspect, la reproduction des agents, comprend à la fois « la *qualification-assujettissement* des agents de telle façon qu'ils puissent occuper les places, et la *distribution* des agents parmi ces places [...]». Les appareils idéologiques d'État, et notamment l'école, ont ici une fonction décisive <sup>51</sup>.» Cette dernière distinction que nous venons d'établir au sein de la reproduction des agents, nous permet de resituer les deux fonctions de la F. P. A. que nous voulions analyser initialement à l'aide d'une approche institutionnaliste : la qualification-assujettissement correspondant à la socialisation, et la distribution, à l'allocation.

c) *Distribution des agents et « mobilité ».*— La question de la distribution des agents au sein des places pose le problème de l'utilisation du concept de mobilité dans le cadre de notre analyse. La distribution des agents au sein des places n'est pas une question de choix ou d'aspirations, mais revient plutôt « au marché du travail, comme expression de la reproduction élargie des rapports de production <sup>52</sup> ».

En ce sens, il importe de dégager le concept de mobilité d'une signification idéologique en termes d'aspirations et de « chances de promotion » pour le resituer dans la structure même des classes sociales. Ainsi, nous parlerons de mobilité *sociale* quand il s'agira d'un passage effectif d'une classe à une autre, et de mobilité *horizontale* <sup>53</sup> quand le changement postérieur à la formation n'entraînera aucune modification dans la position de classe.

\* \* \*

49. Nous reviendrons plus loin sur le concept de mobilité pour expliquer le sens précis que nous lui donnons.

50. Ce sont les appareils économiques qui, à ce niveau, jouent un rôle majeur.

51. N. Poulantzas, « Les classes sociales », *l'Homme et la société*, nos 24-25, avril-septembre 1972, p. 54.

52. N. Poulantzas, « Les classes sociales », *l'Homme et la société*, nos 24-25, avril-septembre 1972, p. 55.

53. La mobilité horizontale comprendra les sous-types suivants : mobilités interentreprises, sectorielle, géographique et occupationnelle.

Si nous venons de tracer un cadre théorique général, ainsi que les principaux concepts qui permettront de mener à terme notre présente recherche sur la F. P. A., il va sans dire que nos hypothèses seront élaborées en étroite relation avec ceux-ci. Un des concepts fondamentaux mis de l'avant est celui de la reproduction des rapports sociaux, qui implique pour nous que les classes sociales sont en lutte. Cette dynamique des rapports sociaux s'actualise aux paliers économique, politique et idéologique qui, subissant l'influence de la structure globale, ont toutefois en retour, un impact sur cette dernière, et donc une autonomie relative. Si nous considérons par exemple le palier idéologique dans cette optique d'une « efficace » propre, nous voyons que sa fonction première est de reproduire l'unité d'une formation sociale, des idéologies autonomes pouvant par contre briser cette unité et proposer un nouveau projet de société. L'analyse d'un appareil idéologique d'État, comme la F. P. A., commandera donc une approche similaire qui, à la fois reconnaîtra la fonction de reproduction de cette institution et analysera les nœuds de contradiction où se concrétise la dynamique des rapports sociaux. C'est dans ce sens que seront présentées les hypothèses, dans la partie suivante.

### III. HYPOTHÈSES CONCERNANT LA F. P. A.

De même que les aspects relevant de la production ne peuvent se limiter à l'économique, ce qui se passe dans un appareil idéologique d'État comme la formation professionnelle des adultes ne concerne pas uniquement les rapports idéologiques. Aussi formulerons-nous des hypothèses tant aux paliers économique et politique, qu'idéologique. Nous avons déjà signalé l'interinfluence des paliers ; on pourra de la même façon noter l'interdépendance des hypothèses, et le fait qu'une hypothèse à un palier pourrait être secondairement placée à un autre. Mais avant de préciser nos hypothèses aux différents paliers, nous présenterons d'abord l'hypothèse centrale de notre recherche.

#### A. HYPOTHÈSE CENTRALE

*La formation professionnelle des adultes à temps plein exerce une fonction de renforcement de la structure des rapports sociaux par une action différenciée selon les classes et les couches sociales.*

Nous avons souligné que les appareils idéologiques d'État, s'ils ne créent pas la division en classes, contribuent tout de même à celle-ci et par conséquent à sa reproduction. La fonction décisive de la F. P. A. se situe donc au niveau de la reproduction-distribution des agents, et cela sous deux formes : leur « qualification-assujettissement » et leur « distribution » parmi les places en grande partie pré-déterminées. Dans ce contexte, l'hypothèse centrale revient à établir un constat de non-mobilité interclasses pour la grande majorité des stagiaires de la F. P. A.

En qualifiant et en distribuant les agents au sein de la structure des places, la F. P. A. servira d'abord d'appui pour rendre opérationnelles les modifications qui interviennent dans la structure de l'emploi.

Ces modifications, nous l'avons vu, se feront largement en dehors de la F. P. A., et tiendront plutôt à des phénomènes comme le suivant : au cours des dernières décennies, la mécanisation de l'agriculture a réduit substantiellement le nombre d'emplois dans ce secteur, ce qui entraîna la migration de cette main-d'œuvre vers les centres urbains. Si l'on retient à titre d'exemple le cas des États-Unis<sup>54</sup>, nous pouvons constater qu'entre 1950 et 1969 un million de fermes disparurent. Durant cette période, nouvelles machines et nouvelles méthodes accrurent la productivité de 45% mais réduisirent aussi de 45% l'emploi sur les fermes. Une autre façon de considérer les choses est de prendre conscience que plus de vingt millions de personnes abandonnèrent la terre après 1940, aux États-Unis.

En fait le déplacement de la structure de l'emploi du primaire et du secondaire vers le tertiaire est un phénomène bien connu. L'évolution de la situation, par exemple depuis le début du siècle, est claire à ce sujet. Le tableau 2 sur la répartition de l'emploi par industrie en donne un aperçu pour la période 1960-1980.

TABLEAU 2

*Répartition de l'emploi selon l'industrie au Canada*

industrie	emploi		
	1960	1970	1980
agriculture	13,3	7,7	5,3
mines, pétrole, gaz	1,6	1,6	1,5
fabrication	23,8	22,7	17,1
construction	6,5	6,0	6,3
services d'utilité publique	1,2	1,1	0,8
transport, entreposage et communications	8,4	7,7	7,1
commerce	17,1	16,8	16,5
finances, assurances, immeuble	3,8	4,6	4,9
services	18,6	25,7	34,1
administration publique	5,8	6,2	6,5
total	100%	100%	100%

SOURCE : C. E. C., *l'Économie 1972-1980 : Études*, Ottawa, 1972, p. 238.

Aux facteurs déjà mentionnés, viennent s'en ajouter d'autres, la migration des entreprises des centre-villes vers les banlieues et les changements technologiques. Ce sont autant de phénomènes qui suscitent des modifications dans la structure de l'emploi. Dans la plupart des cas, cela entraînera une pure mobilité horizontale sous une forme ou l'autre (occupationnelle, interentreprise, géographique...). Mais certaines classes ou couches seront aussi appelées à diminuer (classe agricole) ou à se développer (nouvelle petite bourgeoisie). La F. P. A. pourra alors être mise à contribution pour favoriser ce nouvel état de la structuration

54. F. F. Piven et R. A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Welfare*, New York, Random House, 1971, chap VII : « Agricultural Modernization and Mass Unemployment ».

des rapports sociaux<sup>55</sup>. Elle jouera ainsi un rôle de relais additionnel par rapport à la formation première.

Claude Grignon<sup>56</sup> signalait au sujet de l'école professionnelle chargée de la formation des jeunes (et nous croyons que le parallèle est valable pour la formation professionnelle des adultes), que celle-ci : « ne peut être tolérée par l'ordre social que dans la mesure où elle contribue, par l'intermédiaire des *mécanismes scolaires* de recrutement et par l'intermédiaire des *mécanismes sociaux* de placement de la main-d'œuvre, à la reproduction des structures sociales existantes ».

Les pratiques en apparence les plus techniques et les plus neutres (et c'est le cas de la formation professionnelle des adultes) ne prennent leur sens que si on les resitue dans un cadre global d'analyse. Dans notre optique, la F. P. A. reliée au système scolaire, vient relayer l'école première comme agent de socialisation qui renforce les acteurs de chacune des catégories sociales dans le statut et les rôles correspondant à leur position dans l'échelle sociale.

Les cas de mobilité sociale (*i. e.* interclasses) ne seront pas pour autant entièrement absents. Nous dirions même qu'il s'agit de cas prévisibles touchant des agents sociaux (les *skidders* et les « marginaux »), ayant des caractéristiques bien spécifiques. Ces derniers, s'ils bénéficient de changements de position dans le processus de production, devront leur nouvelle situation non à la formation professionnelle, mais plutôt à leur milieu familial d'origine ou à des facteurs environnementaux : groupe d'interconnaissance, statut éducatif de la mère ou de l'épouse...<sup>57</sup>.

## B. LE PALIER ÉCONOMIQUE

Nous devons ici préciser ce que signifie, au niveau économique, le rôle de renforcement de la structure des rapports sociaux que joue la F. P. A. C'est surtout l'aspect de la distribution des agents dans les places disponibles, qui est visé, et nous serons appelés à formuler globalement l'hypothèse suivante concernant la fonction économique de la F. P. A. :

*La formation professionnelle des adultes joue un rôle de régulation de la main-d'œuvre dans le cadre d'une conjoncture économique faible où des politiques gouvernementales anti-inflationnistes ont accru le niveau de chômage.*

Déjà, dans son huitième exposé annuel, le Conseil économique du Canada a mis en doute la position gouvernementale officielle disant que la F. P. A. poursuit en premier lieu un objectif économique à long terme, à savoir, favoriser la croissance de l'économie en s'assurant que « l'offre de main-d'œuvre réponde qualitativement, quantitativement et géographiquement aux besoins du pays<sup>58</sup> ». Officiel-

55. Que l'on songe par exemple aux réformes du système scolaire au début des années 1960, au moment où l'on avait besoin de techniciens, de paraprofessionnels...

56. Claude Grignon, *l'Ordre des choses : les fonctions sociales de l'enseignement technique*, p. 25.

57. Nous préciserons ultérieurement nos hypothèses concernant les cas de mobilité sociale.

58. Il s'agit des propos du ministre MacEachen tenus en mars 1970. Ces propos sont rapportés par le Conseil économique du Canada, *l'État et la prise de décision : huitième exposé annuel*, Ottawa, septembre 1971, p. 101.

lement, le Canada s'aligne sur les thèses de l'O.C.D.E. et entend utiliser la F. P. A. comme instrument contrecyclique, de façon à prévenir les goulots d'étranglement qui pourraient se produire en période d'expansion, et à limiter le niveau de chômage en période de récession. L'O.C.D.E. fixe à 1% le niveau que doivent atteindre les programmes de main-d'œuvre pour exercer quelque influence réelle sur le marché du travail. Vu que le Canada a atteint ce niveau, est-ce à dire que ces thèses s'appliquent dans son cas ?

Le Conseil économique du Canada, fidèle à une approche institutionnaliste remet ces affirmations en cause. Pour que ces thèses s'appliquent, il faut en effet que la période de ralentissement soit courte et que l'économie fonctionne à plein rendement la majeure partie du temps. Si la période de conjoncture défavorable tend à durer, comme c'est le cas à l'heure actuelle au Canada, la perspective de l'O.C.D.E. ne vaut plus :

... lorsque l'écart entre le réel et le potentiel est considérable et persistant, la poursuite d'une stratégie efficace de formation de la main-d'œuvre devient de plus en plus difficile. Dans une telle situation, une partie du programme de formation deviendra une forme de sécurité-revenu. Il se peut qu'il soit préférable de transférer des revenus sous forme d'allocation de formation plutôt que sous d'autres formes. Mais il est douteux qu'on puisse défendre la formation professionnelle, dispensée dans de telles conditions, sur la base qu'elle augmente l'efficacité du marché du travail <sup>59</sup>.

Ce qui fait mettre en cause par le C.E.C., l'« efficacité » et le « rendement » de l'institution nous porte à hypothétiser que durant une période de stagnation, il y a déplacement de l'objectif économique de croissance à long terme vers un objectif politique à court terme : la F. P. A. jouerait un rôle d'appui face aux politiques économiques, et deviendrait un mécanisme supplémentaire de régulation de la main-d'œuvre <sup>60</sup>.

Pour illustrer cette hypothèse, nous présentons un tableau couvrant l'année 1969-1970 (période de formation que nous analysons), où sont mis en relation le taux de chômage officiel (données de Statistiques-Canada), un taux de chômage construit par nous et incluant les inscrits à la F. P. A. <sup>61</sup>, parmi les chômeurs, ainsi que le pourcentage de la main-d'œuvre en formation durant la même période.

En plus de confirmer l'impact des programmes de F. P. A. sur le marché du travail (taux de plus de 1%), ces données manifestent l'utilisation de la F. P. A. à des fins anticonjoncturelles et antisaisonnnières, à cause précisément de la concentration de ces programmes durant les mois d'hiver <sup>62</sup>.

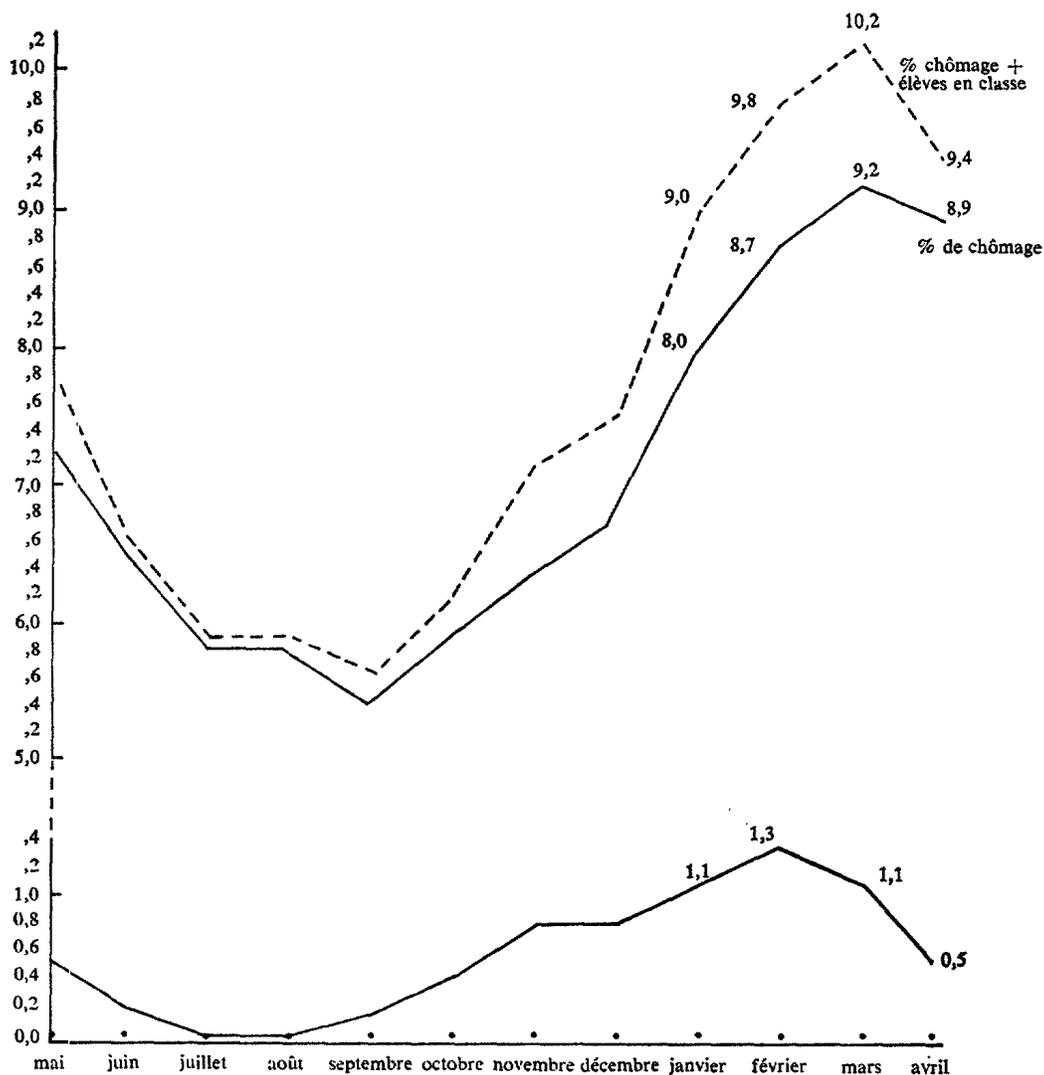
59. Conseil économique du Canada, *l'État et la prise de décision : huitième exposé annuel*, p. 152.

60. C'est d'ailleurs dans le même sens que conclut une enquête effectuée dans le cadre d'un Projet initiatives locales : Denis Allard, Jean Bouchard, Luc Madore et Gilbert Vanasse, *Enquête sur un échantillon de travailleurs-étudiants de la région montréalaise*, Ciné-recyclage, juin 1972.

61. Pour obtenir ce taux, nous avons dû aussi augmenter les chiffres de la main-d'œuvre pour inclure les inscrits à la F. P. A. (formation générale et professionnelle, à plein temps) parmi la main-d'œuvre active.

62. Remarquons en effet l'influence significative des programmes de formation durant les mois de janvier, février et mars où le taux de chômage est intensif (plus de 8%) et croissant.

TABLEAU 3  
*Taux de chômage au Québec  
 et taux de la main-d'œuvre en formation au Québec  
 (année 1969-1970)*



Si nous examinons le problème sous un autre angle, à savoir la répartition des stagiaires d'après le secteur industriel (Standard Industrial Classification) où ils ont acquis leur expérience de travail avant de suivre un cours F. P. A., nous constatons que le recrutement s'est effectué dans des secteurs qui subiront soit une diminution, soit une stagnation d'ici 1975 <sup>63</sup>.

63. 44% des stagiaires provenaient du secteur de la construction ; 12,5% du secteur des transports, communications et services d'utilité publique ; 10,5% du secteur commerce ; 9,7% de l'industrie des aliments, boissons, tabac...

TABLEAU 4

*Répartition de l'emploi et de la clientèle F. P. A.  
par secteur industriel (Montréal)*

	emploi 1965/1966		secteur de travail des stagiaires avant inscription * F.P.A. (1969/1970)		emploi projection 1975	
	(%)	'000	(%)	rang	(%)	'000
I agriculture, forêt, pêche, mines	3,4	44,7	1,9	9	2,5	42,5
II industrie manufacturière (alimentation, boissons, tabac)	18,6	239,0	9,7	4	16,3	273,9
III industrie manufacturière (métal primaire, produits métalliques machinerie)	3,7	42,4	4,3	7	3,3	55,1
IV industrie manufacturière matériel, transport	1,6	21,2	2,0	8	2,4	40,7
V industrie manufacturière appareil et matériel électricité	1,8	23,4	0,6	10	1,7	27,3
VI construction	5,3	68,4	44,4	1	4,5	75,8
VII transport, communication services d'utilité publique	9,7	124,3	12,5	2	8,3	138,6
VIII commerce	12,1	155,6	10,5	3	12,1	203,3
IX services sociaux commerce, industrie personnes	20,2	259,4	9,3	5	26,7	450,1
finances, assurances administration publique et défense nationale	7,3	93,4	4,4	6	7,9	134,1
X résidus	15,8	202,5			14,3	241,2
total	100%	1 280,3	100%		100%	1 682,5
				N = 4167		

\* SOURCE : Données du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration fournies à la demande de l'I. C. E. A.

Or, dans l'optique gouvernementale, les programmes F. P. A. prétendent s'adresser non pas d'abord à ceux qui en ont le plus grand besoin (objectif d'équité), mais à ceux qui en retirent le plus grand bénéfice (objectif de croissance économique). Ce qui suppose que si l'on recrute les stagiaires dans les secteurs les plus faibles, par contre, on cherchera à les redistribuer, grâce à l'intervention de formation, dans des secteurs appelés à connaître une expansion.

La question qui se pose à nous est donc de savoir si ces agents sont effectivement socialisés à de nouvelles fonctions leur permettant d'occuper un emploi dans un secteur qui connaîtra une certaine expansion ou s'ils sont plutôt retirés momentanément du marché du travail avant d'être relancés dans les mêmes fonctions

saturées ou les mêmes secteurs peu appelés à se développer. Notre enquête auprès d'anciens stagiaires nous permettra d'éclaircir ce point <sup>64</sup>.

L'hypothèse que nous formulons au sujet de la fonction de régulation de la main-d'œuvre que joue la F. P. A. revient à dire que le recrutement des stagiaires se fait dans des secteurs industriels en situation défavorable, et cela peu importe ce que deviendront par la suite lesdits stagiaires. Et déjà à l'aide des données de notre enquête, nous constatons que suite à l'intervention F. P. A., les stagiaires dans la majorité des cas ne connaissent même pas une mobilité horizontale impliquant soit un changement d'occupation, soit un changement de secteur. Et cette impossibilité, au niveau économique, d'opacifier la structuration des rapports sociaux par une mobilité horizontale met en évidence l'importance des fonctions politique et idéologique de la F. P. A.

TABLEAU 5

*Types de mobilité post - F. P. A.  
Données de notre enquête*

	avant F. P. A.	après F. P. A.
stabilité parfaite	176	183
mobilité horizontale	39	22
mobilité sociale ascendante	18	36
mobilité sociale descendante	26	18
total	259	259

Note : stabilité parfaite : même code occupationnel ; mobilité horizontale : code occupationnel différent n'impliquant pas de changement de classe ; mobilité verticale : code occupationnel différent et impliquant un changement de classe ; mobilité avant F. P. A. : mise en relation de l'occupation en 1969, *i. e.* juste avant le cours et l'occupation en 1966, *i. e.* 3 ans avant le cours ; mobilité après F. P. A. : mise en relation de l'occupation juste après le cours et l'occupation au moment de l'enquête, *i. e.* juin 1972.

La fonction de régulation de la main-d'œuvre se manifeste, en outre, à travers des effets différenciés selon les classes et les couches de stagiaires telles que précédemment définies. Voyons comment nous pourrions avancer des hypothèses en ce sens.

*Pour la couche des chômeurs plus ou moins chroniques, des manœuvres et des ouvriers non spécialisés, la F.P.A. jouera le rôle d'une instance de rétention hors du marché du travail ; l'entrée ou la sortie du marché du travail sera fonction, non pas de la qualification, mais de l'évolution de la conjoncture économique.*

C'est dire que non seulement les agents sociaux appartenant à cette couche ne subiront pas de mobilité sociale (interclasses) mais ne connaîtront pas non plus de mobilité en termes de niveau ou de stabilité d'emploi, à moins que la conjonc-

64. Cependant nous savons déjà que dans la région montréalaise pour les métiers de la construction, en 1969-1970, plus de 3 300 personnes ont suivi des cours de formation professionnelle à plein temps dans les centres d'apprentissage (source : ministère du Travail, Québec).

ture elle-même ne se modifie. Cela revient à conclure que dans leur cas, l'intervention de type F.P.A. provoquera tout au plus une mobilité de type aléatoire, c'est-à-dire sans relation avec leur expérience de travail (selon des classifications comme le D.O.T. ou le S.I.C.<sup>65</sup>) ou le programme de formation suivi.

*Pour la couche des ouvriers semi-spécialisés et des ouvriers spécialisés, la F.P.A. jouera le rôle d'une salle d'attente face au marché du travail ; il s'agira d'agents sociaux soumis à des phénomènes de chômage saisonnier ; en outre, la F.P.A. pourra servir à qualifier certains agents sociaux subissant les conséquences du chômage structurel (changements technologiques, fermetures d'usines...)*

Les ouvriers semi-spécialisés et spécialisés constituant la majeure partie des effectifs de la F. P. A.<sup>66</sup> on peut constater que ce dernier type d'intervention s'adresse d'abord à cette couche de la classe ouvrière. Or, les agents sociaux de cette couche ne subiront pas plus de mobilité sociale que les chômeurs, manœuvres et ouvriers non spécialisés. Toutefois une partie d'entre eux aura des chances de connaître une mobilité horizontale de type occupationnel ou interentreprise.

*Pour les classes intermédiaires, la F. P. A. sert d'outil pour éviter une mobilité sociale descendante.*

Il s'agit là de cas limités pouvant être dus à des phénomènes tels que les fermetures d'usines et réclamant par exemple que certains cadres ou contremaîtres utilisent provisoirement cette institution avant de réintégrer le marché du travail.

Comme nous avons en outre signalé, dans l'hypothèse centrale, que des cas de mobilité sociale se manifesteraient et, qui plus est, seraient même prévisibles, nous formulerons maintenant nos hypothèses à ce sujet.

*Pour les skidders, la F.P.A. favorise une mobilité sociale leur permettant de rejoindre la classe correspondant à leur milieu familial d'origine.*

Dans ce cas le milieu familial d'origine devient donc le facteur déterminant, la F. P. A. jouant le rôle de relais additionnel permettant à certains agents sociaux de subir une mobilité sociale à laquelle ils étaient prédisposés.

*Pour les marginaux, la F. P. A. favorise une mobilité sociale, les sortant de la couche à laquelle ils appartenaient.*

Il s'agit d'agents sociaux dont les orientations culturelles sont différentes de celles des autres membres de la même classe. Nous pourrions repérer ces distinctions à partir d'indices comme le groupe d'interconnaissance, la participation aux mouvements et associations de la classe de référence, l'identification aux valeurs et intérêts de celle-ci.

### C. LE PALIER POLITIQUE

Au Québec, depuis 1969, la conjoncture économique défavorable s'est accompagnée de phénomènes de mobilisation politique qui ont suscité différentes crises sociales. Signalons à titre d'exemple les faits suivants qui se déroulèrent dans la région de Montréal : l'opération alarme (regroupement de chômeurs) au cours de

65. *Dictionary of Occupational Titles ; Standard Industrial Classification.*

66. Dans notre échantillon, ils en représentent les trois quarts.

l'été 1969 ; la mobilisation politique des travailleurs sur la scène municipale (le F.R.A.P. fut officiellement créé en août 1970) ; la crise du F.L.Q. en octobre 1970 ; la manifestation des travailleurs et des groupes populaires autour du conflit de *la Presse* en octobre 1971 ; les luttes du front commun en 1972... C'est en ayant cette succession de faits à l'esprit que nous pouvons préciser la fonction politique de la F.P.A. :

*En période de conjoncture économique défavorable, lorsque se développe la mobilisation des travailleurs, la formation professionnelle devient une des mesures palliatives à court terme utilisées par l'État pour réduire les tensions sociales en maintenant un certain niveau de revenu et de consommation.*

Le rôle de régulation de la main-d'œuvre dont nous avons parlé au niveau économique a aussi des effets sur le plan politique, notamment face aux travailleurs qualifiés : « Dans une période de chômage élevé lorsque la demande de travail qualifié est faible et lorsque la formation à des métiers spécifiques devient, partant, aléatoire, le processus de F.P.A. pourrait bien n'avoir d'autre fonction que celle d'absorber simplement les chômeurs <sup>67</sup> ». Ainsi l'objectif économique officiel devient-il pour nous un objectif politique à court terme.

En veillant à ce que l'« excédent » de chômeurs disparaisse, le gouvernement peut maintenir des mesures anti-inflationnistes plus fermes à travers ses politiques monétaires et fiscales. Les politiques de main-d'œuvre, et notamment la F.P.A., servent alors d'appui aux politiques économiques mais ne sauraient certes pas en neutraliser les effets, au-delà de cette absorption du « trop-plein ».

Ce qui distingue par ailleurs la F. P. A. des politiques de bien-être, dans un tel contexte, est le fait qu'elle s'adresse non pas d'abord aux assistés sociaux, mais surtout aux ouvriers semi-spécialisés et spécialisés. Cette couche de travailleurs est plus près du marché du travail, a des exigences plus fortes en termes de stabilité de l'emploi, de revenu... et est plus facilement mobilisable au sein d'organisations syndicales que ne l'est la couche constituant l'armée de réserve.

Piven et Cloward <sup>68</sup> ont bien montré les liens qui unissent les paliers économique et politique dans le cas des politiques de bien-être aux États-Unis : quand le chômage devient élevé et entraîne des conséquences de mobilisation, des programmes d'assistance sociale sont mis sur pied pour contrôler ce chômage et restaurer l'ordre. Il s'agit alors d'une réponse politique à des problèmes politiques. Comme l'expliquent en effet ces deux auteurs, les travailleurs peuvent croire qu'il s'agit d'un problème individuel, tant que le chômage est limité. Mais lorsque celui-ci s'intensifie, ces mêmes travailleurs tendent à se mobiliser et à rendre le système responsable de la dégradation de la situation. Des mesures économiques anti-inflationnistes risquent de faire monter le niveau de chômage et de provoquer la remise en cause de l'ordre social lui-même. C'est précisément la jonction de ces deux aspects, mobilisation des travailleurs et situation économique instable, qui constitue le noyau du problème et suscite en outre les hypothèses différenciées suivantes :

67. Conseil économique du Canada, *l'État et la prise de décision : huitième exposé annuel*, p. 125.

68. F. F. Piven et R. A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Welfare*.

*Pour la couche des chômeurs plus ou moins chroniques, des manœuvres et des ouvriers non spécialisés, la F.P.A. constitue un programme supplémentaire venant s'ajouter aux politiques sociales* <sup>69</sup>.

Dans le cas de cette couche de travailleurs, la F.P.A. ne constitue pas un outil privilégié d'une politique de main-d'œuvre à leur égard, pas plus d'ailleurs que la F.P.A. ne voit dans cette couche une clientèle prioritaire. En fait, d'autres programmes sont mis sur pied pour tenter de répondre aux problèmes de cette couche.

*Pour la couche des ouvriers semi-spécialisés et des ouvriers spécialisés, la F.P.A. constitue une solution à court terme pour extensionner les mesures sociales auprès d'une couche qui n'utilise pas celles-ci en période d'expansion économique ; il s'agit dans ce contexte d'une couche plus susceptible d'être mobilisée durant des périodes de récession.*

Ce sont les pratiques des anciens stagiaires qui nous permettront de vérifier si la F.P.A. joue ce rôle et dans quelle mesure. Nous serons donc amenés à analyser les phénomènes de mobilisation des anciens stagiaires à partir d'indices comme la participation syndicale, la participation à des groupes d'intérêts socio-économiques, les groupes d'interconnaissance...

*Pour les classes intermédiaires, la F.P.A. constitue un outil supplémentaire pour garantir leur position de classe.*

Dans le cas de ces classes, la F.P.A. n'est qu'un outil accessoire en ce sens que peu de leurs membres utilisent cette institution. On sait que les menaces de chômage, d'instabilité d'emploi... ne visent pas ces agents sociaux de la même façon que ceux de la classe ouvrière.

#### D. LE PALIER IDÉOLOGIQUE

Les hypothèses à ce niveau viseront à montrer pourquoi et comment on utilise un appareil idéologique d'État pour remplir des fonctions de régulation de la main-d'œuvre et de réduction des tensions sociales.

*Au palier idéologique, la F.P.A. joue un rôle de légitimation de la structure des rapports sociaux et d'opacisation des rapports entre les classes sociales.*

Pierre Bourdieu <sup>70</sup> a bien montré le rôle d'imposition de l'idéologie dominante (l'arbitraire culturel) qui revient au système scolaire. En tant que relais de la formation première, la F.P.A. remplit aussi cette tâche. Mais étant une institution plus près du marché du travail, elle favorisera l'imposition de cet arbitraire au niveau de l'idéologie du marché, laquelle s'appuie sur deux postulats : disant que le système économique est ouvert et que le succès économique est une question de mérite individuel, et signifiant par le fait même que les stagiaires subissant un échec en sont eux-mêmes les responsables. Voyons comment cette idéologie affecte les différentes classes et couches.

69. Avec une telle hypothèse apparaît un lien implicite entre les paliers, en l'occurrence, le politique et l'économique. Les programmes de F.P.A. jouant un rôle politique normalement dévolu aux politiques sociales, ils serviront de support aux politiques économiques.

70. P. Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *les Héritiers* ; P. Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *la Reproduction*.

*Pour les chômeurs plus ou moins chroniques, les manœuvres et les ouvriers non spécialisés, la F.P.A. vise à faire accepter les conditions objectives de domination en renforçant l'intériorisation des normes scolaires arbitraires de la première formation.*

Lorsque nous parlons de normes scolaires, nous entendons la valorisation de la culture scolaire, l'explication individuelle ou accidentelle de l'échec, l'image d'accessibilité universelle à l'école selon les talents...<sup>71</sup> La formation professionnelle vient donc se superposer à la formation première pour imposer une image d'inégalité d'essence à la place de ce qui est fondamentalement une inégalité socio-économique structurée entre les classes sociales. Cette action différenciée permet de renforcer l'imposition des modèles d'orientation culturelle du groupe dominant. Ainsi, une même norme vient légitimer l'« échec modal » dans les catégories inférieures et donner un caractère « objectif » à la réussite sociale des catégories supérieures (l'idéologie du don).

Même si plusieurs enquêtes<sup>72</sup> ont prouvé que l'idéologie de la promotion ne trouve pas racine en milieu ouvrier comme c'est le cas dans les « classes moyennes », il n'en reste pas moins que la F.P.A. aura pour fonction d'accréditer cette idéologie auprès des travailleurs semi-spécialisés et spécialisés.

*Pour la couche des ouvriers semi-spécialisés et spécialisés, la F. P. A., permettant un apprentissage à de nouveaux rôles, prépare un certain nombre de stagiaires à une mobilité horizontale (occupationnelle, géographique, sectorielle...) et tend simultanément à faire percevoir comme une mobilité verticale, ce qui est effectivement une mobilité horizontale.*

Enfin, nous l'avons vu, malgré le fait que la majorité des stagiaires ne subissent qu'une mobilité horizontale, un certain nombre d'agents sociaux (les *skidders* et les marginaux) connaissent une mobilité sociale prévisible. Et il s'ensuit l'effet suivant, au niveau idéologique :

*Par le passage d'un nombre limité d'agents sociaux de la classe ouvrière aux classes intermédiaires, la F. P. A. tente de justifier l'idéologie de la promotion sociale individuelle.*

De façon plus précise, nous pouvons donc formuler les hypothèses suivantes dans le cas des *skidders* et des marginaux :

*Pour la catégorie des skidders, la F. P. A. exerce une fonction de « ré-acculturation », c'est-à-dire une fonction correctrice venant renforcer l'idéologie propre au milieu familial d'origine.*

*Pour les marginaux, la F. P. A. joue le rôle de relais additionnel d'acculturation aux modèles d'orientations culturelles des classes intermédiaires.*

C'est à travers les réponses des anciens stagiaires que nous pourrions vérifier dans quelle mesure la F. P. A. remplit ou non cette fonction idéologique que

71. En explicitant ces points, nous arriverions à développer des hypothèses concernant précisément la mécanique interne de la F. P. A. Et c'est dans la poursuite de notre recherche que nous élaborerons ce dernier aspect.

72. Eleanor Leacock, « Distorsions of Working-Class Reality in American Social Science », *Science and Society*, vol. 31, n° 1, hiver 1967 ; Charles H. Valentine, *Culture and Poverty : Critique and Counter-Proposals*, Chicago, The University of Chicago Press, 1969 ; Christian de Montlibert, « Promotion et reclassement », *Revue française de sociologie*, vol. 9, numéro spécial, 1968, p. 208-217.

nous avons hypothétisée. Ainsi, verrons-nous si l'on retrouve chez les stagiaires soit une résistance à la culture scolaire et à l'idéologie dominante (délégitimation), soit une socialisation critique. La résistance sera analysée à travers des indices comme l'apathie, le faible niveau d'aspirations éducationnelles et occupationnelles..., tandis que la socialisation critique se traduira par un maintien d'un haut niveau d'aspirations accompagné d'une remise en question des normes scolaires, par une participation intraclasse dans le sens d'une promotion collective, de même que par un développement de l'intérêt socio-politique.

### CONCLUSION

En retraçant l'évolution de notre problématique vers une sociologie des rapports sociaux, nous avons tenté de faire ressortir la nécessité d'une théorie générale permettant une opérationnalisation en termes microsociologiques. Pour nous, l'intérêt de cette démarche réside dans le fait d'arriver à démontrer le fonctionnement interne d'une institution sans pour autant tomber dans un particularisme niant toute possibilité de retracer les fondements de celle-ci dans la structure sociale.

Une telle recherche implique en outre une vérification d'hypothèses sur le terrain <sup>73</sup>, et ce travail empirique n'est pas un outil servant uniquement à faire cadrer des « faits » dans un schéma théorique. L'analyse à ce niveau est au contraire susceptible de relancer la démarche théorique et de l'empêcher de tomber dans des énoncés plus doctrinaires qu'heuristiques. En ce sens, une théorie sociologique n'est jamais fixée, mais tributaire de la dynamique même de la société.

Le fait de conduire une problématique théorique jusqu'à son opérationnalisation en termes de « mécanique interne », permet aussi de développer un type de recherche lié à l'action. En analysant la reproduction des rapports sociaux jusque dans les fonctions internes à chaque palier (économique, politique et idéologique), cette recherche peut faire apparaître les « nœuds » de contradictions susceptibles de voir émerger l'intervention des agents sociaux concernés. Et dans le même sens, il lui devient possible de fournir à ces derniers des éléments pour se dégager de l'emprise de l'idéologie dominante et construire un projet autonome.

### RÉSUMÉ

L'équipe de recherche de l'ICEA présente ici un cadre d'analyse en vue de saisir la dynamique et de préciser le sens des interventions de type F. P. A. C'est son effet de renforcement de la structuration actuelle des rapports sociaux qui, selon l'hypothèse proposée, caractérise la F. P. A. et lui confère sa signification sociale ; et cela s'opérationnalise par une action différenciée de cette même intervention selon les catégories de clientèle (classe ouvrière et classes intermédiaires). Les cas a-typiques, c'est-à-dire les cas de mobilité sociale (interclasse), viendront confirmer l'hypothèse générale en ce qu'ils se recruteront dans des sous-catégories déterminées (*skidder* et marginaux) et en ce qu'ils seront appelés à s'acculturer pour jouer un rôle de « relais » nécessaire au maintien des rapports sociaux tels qu'actuellement structurés. Cette structuration n'étant jamais donnée une fois pour toutes, on cherchera à vérifier si les contradictions inhérentes à la F. P. A., se reproduisant, suscitent l'émergence soit d'une

73. Démarche en voie d'être réalisée.

simple résistance à l'orientation aux valeurs sous-jacentes à l'intervention, soit d'une mobilisation des travailleurs autour d'un projet critique de formation. Les auteurs démontrent enfin comment ils entendent appliquer ce schème d'analyse dans une enquête en voie de réalisation auprès d'une clientèle ayant suivi des cours de F. P. A. à plein temps dans la région de Montréal en 1969-1970 et provenant des quatre familles suivantes de métiers : commerce, services, construction, mécanique.

#### ABSTRACT

[*Adult Education and Social Contradictions*] The ICEA research team is presenting here an analytical scheme designed to apprehend the dynamics and to specify the meaning of social engineering as carried out by agencies such as F. P. A. Its effect, according to the proposed hypothesis, is to reinforce the actual structure of social relations. This is what gives it its significance. This is operationalized in that the action of the agency is differentiated according to the type of client (working class or middle class). A-typical cases, that is cases of the socially mobile, confirm the general hypothesis in that they are recruited in specific subgroups (« skidders » and marginal men) and in that they are called upon to leave their own culture so that they may play the role of « relays », necessary for the maintenance of social relations as presently structured. Since the structure of social relations is never a permanent given, we try to see whether the recurrent contradictions inherent in the F. P. A., cause the emergence either of a simple resistance to the orientation of the values underlying this type of social engineering or the mobilization of workers in a basically critical formation. The authors show finally how they intend to apply this analytical scheme in a future study among a group of persons who attended F. P. A. Courses full time in the region of Montreal in 1969-1970 and who come from the following occupational groups : commerce, service, construction and mechanics.

#### RESUMEN

[*La formación de los adultos y contradicciones sociales*] El equipo de investigaciones del ICEA presenta aquí un marco de análisis en vista de encontrar la dinámica y de precisar el sentido de las intervenciones de tipo F. P. A. Es su refuerzo de la estructuración actual de las relaciones sociales que, según la hipótesis propuesta, caracteriza la F. P. A. y le confiere su significación social ; y eso se opera por una acción diferenciada de esta misma intervención según las categorías de la clientela (clase obrera y clases intermediarias). Los casos a-típicos, es decir los casos de movilidad social (interclase) vienen a confirmar la hipótesis general, en que ellos se reclutarán entre las sub-categorías (« skidder » y marginales) y en que ellos serán llamados a educarse para desempeñar un rol de « relevo » necesario al mantenimiento de las relaciones sociales, de la manera que ellas son estructuradas actualmente. Esta estructuración no estando nunca dada una vez por todas, se verificará si las contradicciones inherentes a la F. P. A., reproduciéndose, suscitan la emergencia sea de una simple resistencia a la orientación a los valores sub-yacentes a la intervención, sea de una movilización de los trabajadores alrededor de un proyecto crítico de formación. Los autores demuestran al final como entienden aplicar este esquema de análisis en una encuesta en vía de realización ante una clientela, que ha seguido los cursos de F. P. A. a tiempo completo en la región de Montreal en 1969-1970 y que provienen de las cuatro familias siguientes : de oficios, servicios, construcción mecánica.